

## Information relative aux éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux publiée en application des recommandations issues du Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF

Le Conseil d'Administration d'Imerys s'est réuni le 13 février 2019 à l'effet de statuer, sur les recommandations du Comité des Rémunérations, sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de la Société, à savoir :

- Gilles Michel, en sa qualité de Président-Directeur Général jusqu'au 4 mai 2018, puis de Président du Conseil après cette date ; et
- Conrad Keijzer, en sa qualité de Directeur Général Délégué entre le 8 mars 2018 et le 4 mai 2018, puis Directeur Général après cette date.

### ■ **Eléments de rémunération de Conrad Keijzer**

Les éléments de rémunération de Conrad Keijzer pour l'année 2019, tels qu'arrêtés par le Conseil lors de sa séance du 13 février 2019, sont conformes à la politique générale de la Société approuvée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 4 mai 2018 (« *vote ex-ante* »).

Les éléments de rémunération versés ou attribués à Conrad Keijzer au titre de l'année 2018 seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Mixte de la Société appelée à se réunir le 10 mai 2019 (vote « *ex post* »).

#### ➤ **Rémunération 2019**

Les éléments de rémunération de Conrad Keijzer pour l'année 2019 s'établissent comme suit :

##### *Rémunération fixe*

La rémunération fixe brute annuelle de Conrad Keijzer s'élèvera à 800 000 euros.

##### *Rémunération variable*

La rémunération variable pouvant être attribuée à Conrad Keijzer est plafonnée à 165 % de sa rémunération fixe annuelle et déterminée en fonction de :

- Critères quantitatifs

Ces critères quantitatifs ont été arrêtés sur la base du budget du Groupe approuvé par le Conseil d'Administration en décembre 2018 et sont de même nature, avec une pondération individuelle inchangée, que ceux retenus pour l'année 2018 (à savoir : 50 % en fonction de l'objectif de résultat courant net, 30 % de celui de cash-flow libre opérationnel et 20 % de celui de retour sur capitaux employés du Groupe).

- Critères qualitatifs

Le montant résultant de la mesure de l'atteinte des critères quantitatifs visés ci-dessus est calculé sur une assiette de référence égale à 110 % de la rémunération annuelle fixe et affecté d'un coefficient compris entre 0,8 et 1,2 en fonction de la réalisation par Conrad Keijzer de critères qualitatifs.

Ces critères, arrêtés par le Conseil du 13 février 2019, sont liés à la croissance organique et externe du Groupe, au succès de son projet de transformation, à l'animation de son équipe dirigeante, à la gestion responsable des produits et à la satisfaction de ses clients. Le caractère confidentiel de ces critères ne permet pas de les publier intégralement.

- Objectif spécifique lié à la sécurité au travail

Le pourcentage global d'atteinte des critères quantitatifs (tel qu'exprimé par rapport à la rémunération fixe annuelle et affecté du coefficient fonction de la réalisation des critères qualitatifs) pourra être augmenté ou diminué de 3 % en fonction de la réalisation d'un objectif spécifique lié à la sécurité au travail, commun à tous les cadres dirigeants du Groupe.

La détermination du montant de la rémunération variable 2019 de Conrad Keijzer sera soumise à la constatation du niveau de réalisation des critères quantitatifs et qualitatifs visés ci-avant par le Conseil d'Administration, sur avis du Comité des Rémunérations.

#### ➤ **Autres avantages et engagements au bénéfice de Conrad Keijzer**

Il est rappelé qu'en 2019, comme en 2018, Conrad Keijzer bénéficiera des avantages et engagements suivants :

##### *Indemnité de départ - obligation de non-concurrence*

Conrad Keijzer bénéficiera d'une indemnité en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou à un changement de stratégie ou à un désaccord majeur sur ceux-ci. Aucune indemnité ne serait due en cas de départ volontaire de Conrad Keijzer, s'il avait la possibilité de faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite ou en cas de faute grave ou lourde de sa part.

Conformément aux recommandations issues du Code de Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF et suivant les modalités de calcul prévues ci-dessous, le montant maximum de l'indemnité de départ de Conrad Keijzer serait calculé sur la base de 2 années de rémunération (fixe et variable) en cas d'une durée de mandat supérieure à deux années.

En application des dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de cette indemnité de départ serait soumis, et proportionné, à une condition de performance appréciée sur la base de la moyenne arithmétique des pourcentages de réalisation des seuls critères quantitatifs des trois derniers exercices clos, tels que fixés pour la détermination de la rémunération variable au titre de chacun de ces exercices. Si le pourcentage moyen d'atteinte de ces objectifs (calculé sur les 3 derniers exercices concernés en cas de départ à l'échéance du mandat) est inférieur à 40 %, aucune indemnité ne serait due et, s'il est supérieur à 80 %, l'indemnité maximale serait due.

Conrad Keijzer sera tenu à une obligation de non-concurrence d'une durée de 2 ans à compter de la date de cessation de ses fonctions de Directeur Général, sans contrepartie autre que son éventuelle indemnité de départ.

##### *Prime d'impatriation*

Conrad Keijzer bénéficie d'une « prime d'impatriation » annuelle égale à 30% de la rémunération fixe et variable qui lui est versée au titre de chaque exercice. Son versement donne lieu à un acompte mensuel puis, le cas échéant, à une régularisation de son montant définitif au moment du règlement de la rémunération variable annuelle considérée.

##### *Autres engagements*

Conrad Keijzer bénéficie du seul régime de retraite supplémentaire à cotisations définies bénéficiant à certains cadres dirigeants d'Imerys, qui prévoit une cotisation de 8 % de la rémunération des salariés éligibles, plafonnée à huit PASS, et est alimenté conjointement par le bénéficiaire (à hauteur de 3 %) et par Imerys (à hauteur de 5 %). Conrad Keijzer bénéficie également de la garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (GSC). Enfin, Conrad Keijzer bénéficie d'avantages en nature (mise à disposition d'un logement et voiture de fonction).

L'ensemble des engagements pris en faveur de Conrad Keijzer, en particulier l'octroi d'une éventuelle indemnité de départ, a été autorisé par le Conseil conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce.

En dehors de ces dispositions, la Société n'a pas pris d'autres engagements au bénéfice de Conrad Keijzer à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ses fonctions de Directeur Général.

#### *Absence de jetons de présence*

Conformément à la politique de rémunération du Groupe, Conrad Keijzer ne percevra aucun jeton de présence en sa qualité d'Administrateur de la Société.

#### ➤ **Rémunération 2018 (en qualité de Directeur Général Délégué puis Directeur Général)**

Les éléments de rémunération versés ou attribués à Conrad Keijzer au titre de l'année 2018, tels que constatés ou arrêtés par le Conseil lors de sa séance du 13 février 2019, s'établissent comme suit :

##### *Rémunération fixe*

La rémunération fixe brute annuelle s'est élevée à 570 076 euros (sur base annuelle de 700 000 euros).

##### *Rémunération variable*

Sur la base des critères quantitatifs et qualitatifs applicables à la rémunération variable de Conrad Keijzer pour 2018 qu'il avait arrêtés les 14 février et 8 mars 2018, le Conseil a, suivant les recommandations du Comité des Rémunérations, fixé le montant de cette rémunération variable à verser en 2019, à 500 347 euros.

Ce montant, correspondant à 87,8 % de sa rémunération fixe 2018, résulte de l'atteinte :

- à 71,6 % des critères quantitatifs, avec 58,2 % pour le critère de résultat courant net, 100 % pour celui du cash-flow libre opérationnel et 62,4 % pour celui du retour sur capitaux employés du Groupe ; et
- à 95,8 % des critères qualitatifs (résultant de l'application d'un coefficient de 1,15 à l'assiette de référence égale à 110 % de la rémunération fixe), qui reflète la qualité de réalisation des objectifs particuliers qui avaient été fixés à Conrad Keijzer ;

ainsi que de l'application sur ce résultat d'une minoration de 3 % lié au défaut de réalisation de l'objectif spécifique fixé en matière de sécurité au travail.

##### *Prime d'impatriation*

Le montant de la « prime d'impatriation » 2018 (équivalent à 30 % de la rémunération fixe et variable au titre de 2018) s'élève 321 127 euros. Son versement a donné lieu à des acomptes mensuels au titre de 2018 pour un montant total de 342 097 euros et fera l'objet d'une régularisation par Conrad Keijzer au moment du règlement de sa rémunération variable annuelle 2018.

#### ■ **Eléments de rémunération de Gilles Michel**

##### ➤ **Rémunération fixe et variable 2018 (en qualité de Directeur Général)**

Les éléments de rémunération versés ou attribués à Gilles Michel (en qualité de Directeur Général) au titre de l'année 2018 seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Mixte de la Société appelée à se réunir le 10 mai 2019 (« vote *ex post* »).

Ces éléments de rémunération, tels que constatés ou arrêtés par le Conseil lors de sa séance du 13 février 2019, s'établissent comme suit :

##### *Rémunération fixe*

La rémunération fixe brute annuelle s'est élevée à 278 261 euros (sur base annuelle de 800 000 euros).

##### *Rémunération variable*

Sur la base des critères quantitatifs et qualitatifs applicables à la rémunération variable de Gilles Michel pour 2018 qu'il avait arrêtés les 14 février et 8 mars 2018, le Conseil a, suivant les recommandations du Comité des Rémunérations, déterminé le montant de cette rémunération variable à verser en 2019, à 246 635 euros.

Ce montant, correspondant à 88,6 % de sa rémunération fixe 2018, résulte de l'atteinte :

- à 71,6 % des critères quantitatifs, avec 58,2 % pour le critère de résultat courant net, 100 % pour celui du cash-flow libre opérationnel et 62,4 % pour celui du retour sur capitaux employés du Groupe ; et
- à 100 % des critères qualitatifs (résultant de l'application d'un coefficient de 1,2 à l'assiette de référence égale à 110 % de la rémunération fixe), qui reflète la qualité de réalisation des objectifs particuliers qui avaient été fixés à Gilles Michel et telle que constatée par le Conseil du 4 mai 2018 ;

ainsi que de l'application sur ce résultat d'une minoration de 3 % lié au défaut de réalisation de l'objectif spécifique fixé en matière de sécurité au travail.

➤ **Rémunération exceptionnelle 2018 (à raison d'une mission exceptionnelle de transition)**

Le Conseil a confié à Gilles Michel, lors de sa séance du 8 mars 2018, une mission particulière d'accompagnement de Conrad Keijzer en vue d'assurer la bonne transition au sein de la Direction Générale du Groupe.

En considération de cette mission, Gilles Michel percevra une rémunération exceptionnelle d'un montant total de 150 000 euros. Ce montant final a été arrêté en fonction de la qualité de l'accomplissement de sa mission telle qu'appréciée, sur la base de critères qualitatifs définis par des consultants indépendants et sur recommandation du Comité des Rémunérations, par le Conseil d'Administration du 13 février 2019.

Cette rémunération constituait un engagement réglementé en application de l'article L.225-46 du Code de commerce et son versement est conditionné à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2019.

➤ **Jetons de présence (en qualité de Président du Conseil d'Administration)**

Conformément au barème révisé des jetons de présence du Conseil et de ses Comités, arrêté par le Conseil d'Administration le 4 mai 2018, Gilles Michel a droit, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, à un montant de jetons de présence d'un montant annuel fixe de 100 000 euros, augmenté des jetons de présence variable pour sa participation aux séances du Conseil et du Comité Stratégique dont il est membre.

Au titre de l'année 2018, le montant des jetons de présence dû à Gilles Michel s'élève à 93 591 euros (brut).

---

***Leader mondial des spécialités minérales pour l'industrie**, avec un chiffre d'affaires de 4,6 milliards d'euros et plus de 18 000 salariés en 2018, Imerys offre des solutions fonctionnelles à haute valeur ajoutée pour un grand nombre de secteurs, depuis les industries de procédés jusqu'aux biens de consommation. Le Groupe mobilise sa connaissance des applications, son expertise technologique et sa maîtrise des sciences des matériaux pour proposer des solutions basées sur la valorisation de ses ressources minérales, des minéraux de synthèse et des formulations. Celles-ci apportent des propriétés essentielles aux produits de ses clients et à leurs performances, comme par exemple réfractarité, dureté, conductivité, opacité, durabilité, pureté, légèreté, filtration, absorption, ou hydrophobie. Imerys s'inscrit dans une volonté affirmée de développement responsable en particulier pour contribuer à l'émergence de produits et procédés respectueux de l'environnement.*

***Des informations plus complètes sur Imerys** peuvent être obtenues sur son site Internet ([www.imerys.com](http://www.imerys.com)), rubrique Information Réglementée, notamment dans son Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2018 sous le numéro D.18-0150 (également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers, [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)). Imerys attire l'attention des investisseurs sur le chapitre 4 "Facteurs de risques et Contrôle Interne" du Document de Référence.*